



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 35 du 31 juillet 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 3 août 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	758
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>758</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>758</b>
Arrêté S.G.A.R. n° 2009-337 en date du 23 juillet 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Dominique BELLION, préfet de la Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion logistique des formations organisées dans la Meurthe-et-Moselle .....	758
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>758</b>
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>758</b>
Bureau des réglementations .....	758
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-à-MOUSSON .....	758
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUDRES .....	758
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	759
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOUL .....	759
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de HERSERANGE .....	760
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	760
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOMBLAINE .....	760
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de DOMBASLE .....	761
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance Communauté de Communes du Bassin de Pompey .....	761
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT-SAINT-MARTIN .....	762
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de CONFLANS-en-JARNISY .....	762
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ESSEY-les-NANCY .....	762
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOUL .....	763
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de JARNY .....	763
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de JARNY .....	764
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOMBLAINE .....	764
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-à-MOUSSON .....	764
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de DIARVILLE .....	765
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD .....	765
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de SAINT-MAX .....	766
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de SAINT-MAX .....	766
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD .....	766
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de HOUEMONT .....	767
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	767
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY .....	768
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de SAINT-NICOLAS-de-PORT .....	768
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE .....	768
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VILLERS-les-NANCY .....	769
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOUL .....	769
Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2009 portant autorisation de l'EURL FRANCE LORRAINE SECURITE - Autorisation préfectorale n° 178 .....	770
Extrait de l'arrêté du 9 juillet 2009 réglementant l'entreprise de sécurité privée EURL UNIVERSEL SECURITE - Autorisation préfectorale n° 192 .....	770
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>770</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	770
Extrait de l'arrêté du 10 juillet 2009 de révision partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation "Vallée de la Meurthe et ses affluents entre Blainville-sur-l'Eau et Laneuveville-devant-Nancy" .....	770
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>771</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	771
Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2009 autorisant la création du syndicat intercommunal d'assainissement Millery-Autreville (SIAMA) .....	771
Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2009 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon .....	772
Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2009 transformant le syndicat intercommunal scolaire de Neuves-Maisons en syndicat mixte suite à l'extension des compétences de la communauté de communes Moselle et Madon .....	772
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 27 juillet 2009 modifiant la composition du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle, et actualisant les chiffres de la population et la répartition des délégués .....	772
Extrait de l'arrêté du 30 juillet 2009 autorisant la modification de l'article 4 des statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple d'Haroué relatif à la répartition de la contribution des communes .....	773
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>773</b>
Extrait de l'arrêté du 28 juillet 2009 autorisant la modification de l'article 5 des statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple de Nonhigny .....	773
Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2009 approuvant l'extension des compétences de la communauté de communes de la Mortagne par ajout de la compétence « actions visant au maintien et à l'installation des professionnels de santé » .....	773
Extrait de l'arrêté du 29 juillet 2009 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal de gestion du collège et de transport d'élèves de Baccarat .....	774
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>774</b>
Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2009 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes du Massif de Haye .....	774
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>774</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES DE LORRAINE .....</b>	<b>774</b>
Arrêté du 27 juillet 2009 portant délégation de signature en matière d'administration générale .....	774
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>775</b>
Arrêté n° 09-DRIRE-54-02 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature .....	775
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>776</b>
Service santé - environnement .....	776
Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2009 portant sur le renouvellement des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) .....	776
Service solidarité - autonomie .....	777
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 880 du 29 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames .....	777
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>777</b>
Extrait de l'arrêté du 24 juillet 2009 mettant en demeure la commune de Vézelize de déposer un dossier de demande de déclaration du système d'assainissement de l'agglomération de Vézelize au titre du code de l'environnement .....	777
Systèmes d'information et moyens des services .....	778
Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/003 du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés .....	778
Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/004 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale .....	779
Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/005 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics .....	781

Service agriculture, forêt, chasse .....	783
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 415 du 17 juillet 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chenicourt - Letricourt - Raucourt - Saint Jure (57) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2889 .....	783
Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 416 du 17 juillet 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vittonville – Bouxières-sous-Froidmont - Lesmenils - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2904 .....	783
Extrait de l'arrêté n° 418/2009 du 22 juillet 2009 relatif à l'application du régime forestier (commune de Flavigny-sur-Moselle) .....	784
Extrait de l'arrêté n° 419/2009 du 22 juillet 2009 relatif à l'application du régime forestier (commune de Saint-Pancré) .....	784
Extrait de l'arrêté n° 420/2009 du 22 juillet 2009 relatif à l'application du régime forestier (commune de Gorcy) .....	784
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	785
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 autorisant la constitution de l'association foncière urbaine ayant pour objet le remembrement et l'aménagement des terrains situés à LUCEYau lieudit "Grands Meix" .....	785
Service expertise, ingénierie et constructions durables .....	785
Arrêté n° 2009.EICD-IP.02 du 30 juillet 2009 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture .....	785
Service transports, sécurité .....	786
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/014 du 23 juillet 2009 constatant l'extension du périmètre des transports urbains du syndicat des transports de l'agglomération toulousaine .....	786
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>786</b>
Arrêté 09 - DDSV54 - 090 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle .....	786
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>786</b>
Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle .....	786
Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle .....	787
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE ET MOSELLE .....</b>	<b>787</b>
Arrêté du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature .....	787
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE MEURTHE ET MOSELLE DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE .....</b>	<b>788</b>
Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard PHILIPPON, directeur du service départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre .....	788
<b>DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>788</b>
Extrait de l'arrêté du 11 septembre 2008 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Morville-sur-Seille .....	788
Extrait de l'arrêté du 16 octobre 2008 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Ansauville .....	788
Extrait de l'arrêté du 4 mars 2009 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Eulmont .....	788
Extrait de l'arrêté du 26 mars 2009 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Pierre-Percée .....	789
<b>DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST .....</b>	<b>789</b>
Arrêté du 29 juillet 2009 portant délégation de signature en matière d'administration générale .....	789
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>790</b>
Arrêté du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle .....	790
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>790</b>
<b>RESEAU FERRE DE FRANCE .....</b>	<b>790</b>
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 24 juillet 2009 de terrains sis à MESSEIN (54) .....	790
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 24 juillet 2009 de terrains sis à MEREVILLE (54) .....	790
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 24 juillet 2009 de terrains sis à MOINEVILLE (54) .....	791
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>791</b>
Décision de délégation de signature du 11 juin 2009 - RECTIFICATIF .....	791
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>792</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>792</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>792</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	792
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24641 du 22 juillet 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Liverdun ..	792
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>792</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>792</b>
Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié du 30 juillet 2009 .....	792

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**Arrêté S.G.A.R. n° 2009-337 en date du 23 juillet 2009 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Dominique BELLION, préfet de la Meurthe-et-Moselle, relative à la gestion logistique des formations organisées dans la Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à M. Dominique BELLION, préfet du département de la Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, en matière de formation, au titre des BOP 108, 216 et 148, tous actes et documents relatifs à la gestion logistique (transport, hébergement, frais de déplacement) des personnels administratifs, techniques et de service de la préfecture et des sous-préfectures placés sous son autorité, ainsi que des formateurs intervenant dans son département, à l'exclusion des décisions portant sur l'organisation et le contenu des formations.

Article 2 : M. Dominique BELLION définit, par arrêté de subdélégation, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes et documents visés à l'article 1<sup>er</sup>, en cas d'absence ou d'empêchement de sa part.

Cet arrêté de subdélégation spécifique sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et Madame la Secrétaire générale pour les affaires régionales de Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de Région Lorraine.

Metz, le 23 juillet 2009

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-à-MOUSSON**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – la SARL GIFFARD SA boulangerie – 13 rue Victor Hugo – 54700 PONT-à-MOUSSON, est autorisée à installer, un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras intérieures en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0038

Sous réserve que pour les caméras 1 et 2, un document attestant la conformité au regard des articles L 2223-32 et L 1222-4 du code du travail soit fourni et que le comité d'entreprise a été informé et consulté préalablement à la discussion de mise en œuvre des caméras (ou en l'absence de comité d'entreprise dans l'entreprise) que les salariés ont été informés de l'existence du dispositif de vidéo surveillance (les caméras visionnent non seulement le public mais également les postes de travail des salariés)

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. GIFFARD Daniel, gérant, GIFFARD Corinne, gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Daniel GIFFARD, demandeur,
  - au maire de Pont-à-Mousson.
  - au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de LUDRES**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La société Intergestion SA – 427 rue Lavoisier – ZI – 54710 LUDRES, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 16 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.98.0055

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Francis DEBARD, responsable sécurité ainsi que les gardiens du poste de garde (agence Pégase Sécurité) ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Francis DEBARD, demandeur,

- au maire de Ludres.

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

#### Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La Société Armand Thierry, 46 rue Raspail – 92593 – LEVALLOIS-PERRET, est autorisée à installer dans le magasin Homme 479, situé au centre Saint-Sébastien – rue des Ponts – 54045 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0024

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Emmanuel ELALOUF, directeur technique, Mme Sandrine CORDESSE, directrice réseau Toscane, Mme Ingrid JACQUIER, directrice générale commerciale et M. Philippe Xavier LAMPRIERE, directeur commercial réseau H/F.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel ELALOUF, directeur technique,

- M. le maire de NANCY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

#### Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOUL

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – M. Sébastien NICOLAS, gérant du CUBANA (tabac, presse) sis au 213 avenue Victor Hugo – 54200 TOUL, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro 54.09.0029

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Sébastien NICOLAS, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Sébastien NICOLAS, gérant de l'établissement,

- Mme le maire de TOUL.

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de HERSERANGE**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – Mme Florence LIBERATORE gérante du « café du Stade » sis au 76 rue de la Croix Saint-Jean – 54440 HERSERANGE, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro 54.09.0027

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Florence LIBERATORE, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – La titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Florence LIBERATORE, gérante de l'établissement,

- M. le maire de HERSERANGE,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La Caisse d'Epargne et de Prévoyance – agence Jean Jaurès, sise 31 rue Mon Désert – 54000 Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0016

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le responsable du département sécurité ou son adjoint, le responsable du centre de télésurveillance ou son adjoint – 2 rue Royale – BP 70784 – 57012 METZ Cedex 1.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel CRABOUILLET, demandeur (responsable du département sécurité),

- au maire de Nancy,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOMBLAINE**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La société SNC INVEST HOTEL DIX 90 (Campanile) – hôtel restaurant – ZA de Lesmesnils – 54700 PONT-à-MOUSSON est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0141

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Bruno NEUMANN, directeur, Mme Valérie NEUMANN, directrice et Mme Marie-Anne ARNAU, sous-directrice.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Bruno NEUMANN, directeur,
- M. le maire de Pont-à-Mousson,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

#### **Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de DOMBASLE**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### **AR R E T E**

Article 1er – La société CATENA DOMBASLE-sur-MEURTHE sise au 78 rue Charles Peri – 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance, comportant 16 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0020

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Philippe VAUTRIN, responsable de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Philippe VAUTRIN, responsable de l'établissement,
- M. le maire de DOMBASLE-sur-MEURTHE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

#### **Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance Communauté de Communes du Bassin de Pompey**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### **AR R E T E**

Article 1er – La Communauté de Communes du Bassin de Pompey – rue des Quatre Eléments – BP 60008 - 54340 POMPEY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 11 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0032

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Laurent TROGRILIC, président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Laurent TROGRILIC, président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey,
- au maire de Pompey,
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de MONT-SAINT-MARTIN**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La société « Clair de Lorraine » place de l'Eglise – 55190 VOID-VACON, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance, pour la boutique « en passant par la Lorraine » sise au centre commercial Auchan, boulevard de l'Europe – 54350 MONT-Saint-Martin comportant 2 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0023

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Valérie BEDET, responsable de la boutique, M. Vincent FERRY, gérant, Mme Sophie FERRY, co-gérante et Mme Véronique PSAUME, assistante de direction.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Véronique PSAUME, assistante de direction,

- M. le maire de MONT-SAINT-MARTIN,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de CONFLANS-en-JARNISY**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La SAS MS TRANSACTIONS, zone Actisud Dunil – 57685 AUGNY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance, pour le commerce « Croc Affaires » sis ZI de l'Orne – 54800 CONFLANS-en-JARNISY, comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0018

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Gilles RICHARD, président, Jean-Michel MARIR, directeur et Mme Mireille PORTOLANI, comptable.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Michel MARIR, directeur,

- Mme le maire de CONFLANS-en-JARNISY,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ESSEY-les-NANCY**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La SAS MS TRANSACTIONS, zone Actisud Dunil – 57685 AUGNY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance, pour le commerce « Croc Affaires » sis au 18 B chemin des Tarbes – 54270 ESSEY-les-NANCY, comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0019

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.



Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Gilles RICHARD, président, Jean-Michel MARIR, directeur et Mme Mireille PORTOLANI, comptable.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Michel MARIR, directeur,
- M. le maire de ESSEY-les-NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

#### Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOUL

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – M. Dominique BAILLY, gérant du DOM BAR TEAM (tabac presse) sis au 345 rue Saint-Mansuy – 54200 TOUL, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro 54.09.0026

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Dominique BAILLY, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Dominique BAILLY, gérant de l'établissement,
- Mme le maire de Toul,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

#### Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de JARNY

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La mairie de Jarny est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, place Mennegand – 54800 à JARNY en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0033

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jacky ZANARDO (maire), M. Fabien ALMERAS, directeur général des services, M. Serge SANTAROSSA, adjoint au maire, M. Pierre ANCEL, directeur des services techniques.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacky ZANARDO, maire de JARNY,
- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de JARNY**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La mairie de Jarny est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, rue Clément Humbert – 54800 à JARNY en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0034

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jacky ZANARDO (maire), M. Fabien ALMERAS, directeur général des services, M. Serge SANTAROSSA, adjoint au maire, M. Pierre ANCEL, directeur des services techniques.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacky ZANARDO, maire de JARNY,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOMBLAINE**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – Le lycée Arthur Varoquaux est autorisé à installer un système de vidéosurveillance – 10 rue Jean Moulin – 54510 TOMBLAINE, pour la caméra prévue sur le bâtiment n°7, mais fixe et orientée sur le parking en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.05.0039

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Marie-France MITJANS, proviseur, M. Michel BONELLO et M. Rudy FALCIONI.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Marie-France MITJANS, proviseur

- M. le maire de Tomblaine

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de PONT-à-MOUSSON**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La SAS MUSSIPONTUM INTERMARCHE, grande distribution, 1015 chemin de la Corderie – 54700 PONT-à-MOUSSON, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance, comportant 38 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.03.0019

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Daniel LELANDAIS, président directeur général, M. Pierre MEURIER, adjoint de sécurité et M. Didier BLIS, adjoint de direction.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Daniel LELANDAIS, président directeur général,
- M. le maire de PONT-à-MOUSSON,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

#### Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de DIARVILLE

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – M. Fabrice FOLTZ, docteur en pharmacie, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance dans sa pharmacie sise au 49 rue de Nancy – 54930 DIARVILLE, comportant 7 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0022

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Fabrice FOLTZ, pharmacien titulaire.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Fabrice FOLTZ, pharmacien titulaire,
- M. le maire de DIARVILLE,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

---

#### Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### ARRETE

Article 1er – La direction de l'enseigne LA POSTE, 65 rue Pierre Semard- BP 74027 –54039 Nancy Cedex, est autorisée à installer au bureau de poste situé au centre commercial du Saule Gaillard - 54390 FROUARD un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.06.0104

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur d'établissement de La Poste de FROUARD.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à la Poste,
- M. le maire de FROUARD,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de SAINT-MAX**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La mairie de Saint-Max - hôtel de ville – BP 80109 - 54133 SAINT-MAX est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0035

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Eric PENSALFINI (maire), M. Alain MALLAT (responsable de la police municipale), Mme Catherine COQUERON (directrice générale des services) M Sébastien CHRETIEN (policier municipal) et M. Denis REGNIER (policier municipal).

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Eric PENSALFINI, maire de SAINT-MAX,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune de SAINT-MAX**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Saint-Max, sise au 98 avenue Carnot – 54130 Saint-Max est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0350

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Saint-Max,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
et par délégation,  
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de FROUARD**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Frouard, sise au 22 rue de Metz – 54390 FROUARD est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0333

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Frouard,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

---

#### **Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de HOUEMONT**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### **ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Houdemont, située dans la galerie marchande du magasin Cora – 54180 Houdemont, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0334

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Houdemont,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

---

#### **Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

#### **ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Nancy, sise 112 avenue du Général Leclerc – 54000 Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0346

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Nancy,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de NANCY**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Nancy, sise 28 cours Léopold 54000 Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0345

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Nancy,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

et par délégation,

Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de SAINT-NICOLAS-de-PORT**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Saint-Nicolas-de-Port, sise au 19 rue Anatole France – 54210 Saint-Nicolas-de-Port est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0351

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Saint-Nicolas-de-Port,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VANDOEUVRE**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Vandoeuvre, sise au centre commercial « Montet Octroi » - 54500 Vandoeuvre est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.97.0353

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Vandœuvre,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de VILLERS-les-NANCY**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – La banque Société Générale – agence de Villers-les-Nancy, sise 20 Bd de Baudricourt – 54600 Villers-les-Nancy est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0030

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable du centre réseau alarme de la société générale – 75886 Paris Cedex.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Christian JOLY, demandeur (responsable de la gestion des moyens),

- au maire de Villers-les-Nancy,

- au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

---

**Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de TOUL**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1er – Le tabac presse Le Rigny, sis au 34 rue Michel – 54200 TOUL, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0028

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Sylvie MATHIEU, gérante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Sylvie MATHIEU, gérante de l'établissement,

- Mme le maire de TOUL,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,

Véronique PHELPS

*Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.*

**Extrait de l'arrêté du 7 juillet 2009 portant autorisation de l'EURL FRANCE LORRAINE SECURITE - Autorisation préfectorale n° 178**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

**ARRETE**

Article 1er – L'entreprise « EURL France Lorraine sécurité » 28 rue de la Gare à 54460 LIVERDUN, dont Monsieur Jean-Claude GUERRA est l'associé unique et le gérant ayant pour objet la surveillance humaine, la surveillance par des systèmes électroniques de sécurité, le gardiennage des biens meubles ou immeubles ainsi que la sécurité des personnes se trouvant dans ces immeubles, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 16 mai 2007

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Claude GUERRA et une copie sera adressée à M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 juillet 2009

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Voies et délais de recours**

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

*Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*

*Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

**Extrait de l'arrêté du 9 juillet 2009 réglementant l'entreprise de sécurité privée EURL UNIVERSEL SECURITE - Autorisation préfectorale n° 192**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant la cession des parts de cette entreprise à Monsieur Antar MAHFI qui reprend cette entreprise constituée en société à responsabilité limitée à associé unique et dont le siège social demeure 441, rue du Franclos 54710 LUDRES

Considérant que Monsieur Antar MAHFI justifie de l'aptitude professionnelle de dirigeant d'une société de sécurité privée

**ARRETE**

Article 1er – L'entreprise précitée, ayant pour objet la surveillance humaine, la surveillance par des systèmes électroniques de sécurité, le gardiennage des biens meubles ou immeubles ainsi que la sécurité des personnes se trouvant dans ces immeubles, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 4 janvier 2008

Article 3 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à monsieur Antar MAHFI et une copie sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 9 juillet 2009

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,  
Véronique PHELPS

**Voies et délais de recours**

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

*Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*

*Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

*Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

**Extrait de l'arrêté du 10 juillet 2009 de révision partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation "Vallée de la Meurthe et ses affluents entre Blainville-sur-l'Eau et Laneuveville-devant-Nancy"**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

**ARRETE**

Article 1 : Il est prescrit une révision partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation « vallée de la Meurthe et de ses affluents entre Blainville-sur-l'Eau et Laneuveville-devant-Nancy ».

Article 2 : Cette révision a pour objet d'adapter les mesures du règlement concernant les bâtiments existants et notamment les mesures de réduction de vulnérabilité des bâtiments existants, de prendre en compte des levés topographiques complémentaires et de clarifier la rédaction de certaines dispositions du règlement.

Article 3 : La direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (DDEA) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 4 : La concertation relative à l'élaboration du projet se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDEA et les représentants des collectivités concernées. Elles feront l'objet de compte-rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique.



Les principales étapes de l'élaboration du PPRi pourront être relayées, à l'initiative des communes dans les bulletins d'information communaux ou communautaires.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes susvisées ainsi qu'au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Il sera affiché pendant au moins un mois dans les mairies de ces communes, au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il fera l'objet d'une mention dans le quotidien "l'Est républicain."

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, le président de la Communauté urbaine du Grand Nancy et les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

### Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2009 autorisant la création du syndicat intercommunal d'assainissement Millery-Autreville (SIAMA)

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Est autorisée entre les communes d'Autreville et de Millery la création du syndicat intercommunal d'assainissement de Millery-Autreville (SIAMA).

Les statuts du syndicat resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le syndicat a pour objet :

Le SIAMA a pour but de se substituer aux Communes de Millery et d'Autreville pour tout ce qui concerne la question des contraintes assainissement.

Pour cela, il coiffera les 3 composantes service public :

- d'assainissement des eaux usées collectif ;
- d'assainissement des eaux usées non collectif ;
- des eaux pluviales.

L'assainissement des zones industrielles, artisanales ou commerciales pourrait être transféré à la communauté de communes lorsque cette dernière prendra la compétence de ces zones.

Le syndicat regroupera les contraintes suivantes :

1- Le service public d'assainissement des eaux usées collectif

- le Syndicat est compétent pour participer à toute action inhérente à l'ensemble de cette activité d'assainissement dans le cadre des lois et règlements en vigueur, sur l'ensemble des territoires des Communes membres :

- la réalisation des études: prévisionnelles des besoins, des dessertes... ;
- la conception des équipements de traitement, de transport, de stockage, de collecte, élimination des eaux claires parasites ;
- l'exécution des travaux (construction des équipements) ;
- la collecte et le traitement des eaux usées domestiques ;
- l'élimination des boues et des produits de curage des réseaux ;
- l'exploitation: gestion administrative, financière, technique et juridique du service ;
- l'acquisition foncière et la négociation de droits de passage, dans le cadre de l'implantation d'ouvrages.

2- Le service public d'assainissement des eaux usées non collectif assurera la compétence de :

- Contrôle,
- Conception sur dossier,
- Bonne implantation,
- Bon fonctionnement et d'entretien.

a/ Conception sur dossier :

Il vise à valider l'adaptation de la filière assainissement aux contraintes liées à la configuration de la parcelle et au type de logement. Ce contrôle sur dossier fait l'objet d'une redevance.

b/ Bonne implantation :

Il s'agit du contrôle de conformité sur le terrain: dès que les travaux sont terminés et, avant le remblaiement du dispositif d'assainissement, en réalisant sur le terrain un contrôle visant à s'assurer de la bonne implantation des différents éléments pour garantir son bon fonctionnement ultérieur.

c/ Bon fonctionnement et entretien :

Un contrôle de bon fonctionnement et d'entretien doit être effectué. Il permet, d'une part, de vérifier sur la durée, l'efficacité du dispositif et d'autre part, la réalisation régulière des opérations d'entretien des ouvrages. Ce contrôle fait l'objet du versement d'une redevance.

3- Le service public d'assainissement des eaux pluviales

- la réalisation des études,
- la collecte et le traitement des eaux pluviales,
- l'élimination des produits de curage des réseaux,
- l'exploitation et la gestion du service.

Article 3 : Le syndicat est instauré pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est situé au 2 rue des Chênevières à Millery (54760).

Article 5 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par six délégués titulaires.

Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le receveur de Nomeny.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

*Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

**Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2009 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée favorablement à l'issue du délai de consultation de 3 mois et que la majorité qualifiée requise par le code général des collectivités territoriales est atteinte ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La modification des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon est autorisée.

Article 2 : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

*Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

**Extrait de l'arrêté du 23 juillet 2009 transformant le syndicat intercommunal scolaire de Neuves-Maisons en syndicat mixte suite à l'extension des compétences de la communauté de communes Moselle et Madon**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant que la totalité des compétences du syndicat sont exercées par la communauté de communes et que le principe de substitution prévu au dernier alinéa de l'article L5214-21 du code général des collectivités territoriales s'applique ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Le syndicat intercommunal scolaire de Neuves-Maisons est transformé en syndicat mixte.

Les statuts sont modifiés en conséquence.

Article 2 : La communauté de communes Moselle et Madon se substitue aux communes de Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Maizières, Maron, Messein, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Richardménil, Viterne et Xeulley, au sein du comité syndical.

Article 3 : Le syndicat est composé des collectivités suivantes :

- Communauté de communes Moselle et Madon

- Communes de Frolois, Marthemont, Méréville, Pierreville, Pulligny et Sexey-aux-Forges.

Article 3 : La communauté de communes Moselle et Madon est représentée au sein du comité syndical par 24 délégués.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal scolaire de Neuves-Maisons et la présidente de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents et aux maires des collectivités concernées et au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 27 juillet 2009 modifiant la composition du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle, et actualisant les chiffres de la population et la répartition des délégués**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

**ARRETEMENT**

Article 1<sup>er</sup> : L'article 1<sup>er</sup> des statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle est remplacé comme suit :

« Article 1er - Dénomination, composition

En application de l'article L 122.4 du code de l'urbanisme et des articles L 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre :

- la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- la Communauté de communes du Bassin de Pompey,
- la Communauté de communes du Toullois,
- la Communauté de communes du Lunévillois,
- la Communauté de communes des Pays du sel et du Vermois,
- la Communauté de communes du Pays de Pont à Mousson,
- la Communauté de communes de Moselle et Madon,
- la Communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toullois,
- la Communauté de communes du Val de Meurthe,
- la Communauté de communes du Grand Couronné,
- la Communauté de communes du Saintois,
- la Communauté de communes du Saintois au Vermois,
- la Communauté de communes du Pays du Sanon,
- la Communauté de communes de Seille et Mauchère,
- la Communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch,
- la Communauté de communes de la Vezouze,
- la Communauté de communes du Cristal,
- la Communauté de communes des Trois Vallées,
- la Communauté de communes du Bayonnais,
- la Communauté de communes Massif de Haye,
- la Communauté de communes d'Entre Meurthe et Verdurette,
- la Communauté de communes de la Mortagne,
- la Communauté de communes du Pays de la Haute Vezouze,

- la Communauté de communes du Badonvillois,  
- la Communauté de communes de Hazelle,  
- la Communauté de communes du Grand Valmon,  
- la Communauté de communes des Côtes en Haye,  
- la Communauté de communes du Froidmont,  
- la Communauté de communes de La Pipistrelle,  
- la Communauté de communes du Mirabée,  
et les 15 communes suivantes :

- Bratte, Foug, Gerbecourt-et-Haplemont, Houdreville, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Preny, Quevilloncourt, Saulxerotte, Vandières, Vieville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Preny,  
un syndicat mixte fermé qui prend la dénomination « Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle ».  
Le reste sans changement.

Article 2 : Suite à la parution du décret 2008-1477 du 30 décembre 2008 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les chiffres de la population et la répartition des délégués sont actualisés suivant le tableau joint en annexe au présent arrêté.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Lunéville et de Toul, le sous-préfet de Neufchâteau et le président du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et aux maires des communes concernés, aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera l'objet d'une publication aux recueils administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 27 juillet 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

Le préfet des Vosges  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture,  
Dominique CONCA

*Le tableau annexe actualisant les chiffres de la population et la répartition des délégués est consultable en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

---

#### Extrait de l'arrêté du 30 juillet 2009 autorisant la modification de l'article 4 des statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple d'Haroué relatif à la répartition de la contribution des communes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> : L'article 4 des statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple d'Haroué est modifié comme suit :

« Ces dépenses ainsi que les frais d'études générales seront couvertes par une contribution des communes adhérentes suivant le mode calcul suivant :

1/3 population recensée (avec double comptes)

1/3 potentiel financier

1/3 nombre d'élèves inscrits à la rentrée de septembre chaque année »

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal à vocation multiple d'Haroué sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 30 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

### SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

#### Extrait de l'arrêté du 28 juillet 2009 autorisant la modification de l'article 5 des statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple de Nonhigny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> – Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple de Nonhigny, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Article 2 – Le sous-préfet de Lunéville, le président du SIVOM de Nonhigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 28 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Lunéville.*

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

#### Extrait de l'arrêté du 29 juillet 2009 approuvant l'extension des compétences de la communauté de communes de la Mortagne par ajout de la compétence « actions visant au maintien et à l'installation des professionnels de santé »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant que les conditions de majorité sont remplies ;

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup>. – L'article 3 des statuts est complété comme suit :

« 2-4. – Action sociale - Santé

Actions visant au maintien et à l'installation des professionnels de santé (médicaux et paramédicaux), notamment par la création d'une maison de santé sur son territoire, composée de 2 antennes : une à Magnières et une à Gerbéviller.  
La gestion de ces équipements sera déléguée à une Société Civile de Moyens ou toute autre structure juridique regroupant les professionnels de santé.

Article 2. - Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Article 3. - Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes de la Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 29 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Lunéville.*

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

#### **Extrait de l'arrêté du 29 juillet 2009 autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal de gestion du collège et de transport d'élèves de Baccarat**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Constatant que les conditions requises sont remplies ;

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup>. - Les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de gestion du collège et de transport d'élèves de Baccarat, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Article 2. - Le sous-préfet de Lunéville, le président du SIGT de Baccarat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 29 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Lunéville.*

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

---

### **SOUS-PREFECTURE DE TOUL**

#### **Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2009 relatif à la modification des compétences de la communauté de communes du Massif de Haye**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée définie par l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : la compétence "enfance" telle que définie par l'arrêté du 16 novembre 2007 est étendue à :

- la mise en place et la gestion d'une structure multi-accueil petite enfance,
- la mise en place et la gestion d'une ludothèque,
- la prise en charge et l'organisation d'activités extrascolaires pour l'enfance et la jeunesse
- le soutien aux associations organisant les CLSH.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul, le président de la communauté de communes du massif de Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2009

Pour le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département  
et par délégation,  
Le sous-préfet de Toul,  
Bernard BREYTON

---

### **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

#### **DIRECTION REGIONALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES DE LORRAINE**

#### **Arrêté du 27 juillet 2009 portant délégation de signature en matière d'administration générale**

Le directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 79,
- le décret n° 2006-81 du 26 janvier 2006 modifiant le décret n° 2001-1179 du 12 décembre 2001 relatif aux services déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment l'article 38 4°,
- l'arrêté ministériel en date du 22 mai 2008 nommant M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à METZ ( directeur régional de la région Lorraine) à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2008,
- l'arrêté préfectoral N°09.BMSSE.101 du 27 JUILLET 2009 portant délégation de signature à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral N°09.BMSSE.101 du 27 JUILLET 2009 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Joël HERMANT directeur interrégional, délégation est donnée, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Joël HERMANT, à M. Claude PARMENTELAT, M. Eric LAVOIGNAT, directeurs départementaux, à Mme Catherine BOURGUIGNON, Mme Brigitte LUX, Mme Evelyne UBEAUD, directrices départementales, à l'effet de signer, l'ensemble des actes d'administration relevant des attributions et compétences de leur service dans les limites de l'arrêté préfectoral précité.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Joël HERMANT, M. Claude PARMENTELAT, M. Eric LAVOIGNAT, directeurs départementaux, Mme Catherine BOURGUIGNON, Mme Brigitte LUX, Mme Evelyne UBEAUD, directrices départementales, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera exercée par M. Michel FRANCOIS, inspecteur principal.

Article 3 - Le présent arrêté est exécutoire à compter du 27 JUILLET 2009. Le secrétaire général de la préfecture et le directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, directeur de la région Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Metz, le 27 juillet 2009

Le directeur interrégional,  
Joël HERMANT

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT****Arrêté n° 09-DRIRE-54-02 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature**

Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 43 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2008 nommant M. Alain LIGER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.109 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.109 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, délégation est donnée en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain LIGER, à Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Norbert LAMBIN, chef de mission, Alain MARNET, secrétaire général, chef de mission.

Article 2 : Les délégations de signature qui sont conférées à M. Alain LIGER à l'article 1 de l'arrêté n° 09.BMSSE.109 du 27 juillet 2009 susvisé, sont également exercées :

- a) Pour les matières visées au paragraphe 1, par Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, MM. Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Michel BORGONOVO, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Bruno FERRY et Philippe NICOLAS, attachés principaux d'administration centrale, Mme Bertha BESTEIRO, M. Michel DELVOT, ingénieurs de l'industrie et des mines.
- b) Pour les matières visées au paragraphe 2 de l'arrêté susvisé, par MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Pascal PELINSKI et Bertrand HELBLING, chefs de mission, Mme Pascale HANOCQ, MM. Robert MAZZOLENI et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- c) Pour les matières visées au paragraphe 3 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- d) Pour les matières visées au paragraphe 4 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- e) Pour les matières visées au paragraphe 5 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Serge ALDON, ingénieur de l'industrie et des mines, Mme Pascale SAR, ingénieur, ainsi que par :
  - M. Gilbert BALWA, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
  - M. Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
  - M. Thierry DILLER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - M. Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,et pour les affaires visées en 5.4, par :
  - M. François CODET, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. Michel LASSERRE, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
  - M. Alain VINCENT, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
  - Mme Régine SCHEFFER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines.
- f) Pour les matières visées au paragraphe 6 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).
- g) Pour les matières visées au paragraphe 7 de l'arrêté susvisé, par MM. Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURTAY et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Fabrice JOGUET-RECCORDON, ingénieur de l'industrie et des mines (uniquement dans le cadre de l'intérim du chef du groupe de subdivisions).

Article 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 09-DRIRE-54-01 du 7 juillet 2009.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, chargé de l'administration de l'Etat et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Metz, le 28 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,  
Alain LIGER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**  
*Service santé - environnement*

**Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2009 portant sur le renouvellement des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, prévue dans son arrêté préfectoral n°3732 est annulée et remplacée comme suit :

- 1<sup>er</sup> groupe – Sept représentants des services de l'Etat :

- \* le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant ;
- \* le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant ;
- \* le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou son représentant ;
- \* le directeur régional de l'environnement ou son représentant ;
- \* le directeur du service de la navigation du Nord-est ou son représentant ;
- \* deux représentants de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (D.D.E.A.).

- 2<sup>ème</sup> groupe – Cinq représentants des collectivités territoriales :

- \* deux conseillers généraux, titulaires et suppléants,

*Titulaires :*

Mme Rachel THOMAS  
Conseillère Générale et Régionale  
M. JACQUIN Olivier  
Vice-président du Conseil Général

- \* trois maires, titulaires et suppléants,

*Titulaires :*

M. GUILLAUME Jean-François  
Maire de VILLE-en-VERMOIS  
M. SOUHAIT Guy  
Maire de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON  
M. JACQUEMIN René  
Maire de VILLECEY-SUR-MAD

*Suppléants :*

M. René MANGIN  
Vice-président du Conseil Général  
M. Philippe FLEURENTIN  
Conseiller Général

*Suppléants :*

Mme COLAS Claudine  
Maire de MANONVILLER  
M. HUET Jean-Pierre  
Maire de LIVERDUN  
M. COLIN Claude  
Maire de FROLOIS

- 3<sup>ème</sup> groupe – Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts :

- \* un représentant d'une association agréée de consommateurs ;

*Titulaire :*

M. MICHEL Bernard

*Suppléant :*

M. PICARD Serge

- \* un représentant d'une association agréée de pêche ;

*Titulaire :*

M. SAPRANI Guy

*Suppléant :*

M. JACQUES Jean-Claude

- \* un représentant d'une association agréée de protection de l'environnement ;

*Titulaire :*

M. RIGOLOT Raynald

*Suppléant :*

M. GAUZELIN Marcel

- \* trois représentants des professions dont l'activité relève du domaine de compétence de la commission à savoir :

. un représentant de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle,

*Titulaire :*

M. MISS Xavier

*Suppléant :*

M. EVEN Alain

. un représentant de la chambre de métiers de Meurthe-et-Moselle,

*Titulaire :*

M. JACQUOT Jean-Pierre

*Suppléant :*

M. MUSQUAR Yves

. un représentant de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

*Titulaire :*

M. ROUYER Laurent

*Suppléant :*

M. GROJEAN Michel

- \* trois experts dont l'activité relève du domaine de compétence de la commission à savoir :

. un représentant de l'ordre des architectes de Meurthe-et-Moselle,

*Titulaire :*

M. ROBIN Patrice

*Suppléant :*

M. PETIT Dominique

. un représentant de la caisse régionale d'assurance maladie,

*Titulaire :*

M. GOBILLARD François

*Suppléant :*

M. BURY Marc

. le directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

- 4<sup>ème</sup> groupe - Personnalités qualifiées (dont un médecin) :

- \* quatre personnalités qualifiées.

. M. BOULY Serge, hydrogéologue agréé ;

. M. MUNOZ Jean François, Directeur du laboratoire d'études et de recherche en Hydrologie de l'AFSSA ;

. M. le Docteur FENOT Jean Luc, Vice Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;

. M. le Docteur MANEL Jacques, médecin, Directeur du centre antipoison de NANCY.

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres du CODERST et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

*Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

## Service solidarité - autonomie

**Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 880 du 29 juillet 2009 modifiant pour 2009 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de Bouxières-aux-Dames**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**Article 1<sup>er</sup> - Pour l'exercice 2009, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

N° FINESS : 54 0004611

sont modifiées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I		675 068,09
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 640,00	
	Groupe II		
	Dépenses afférentes au personnel	595 278,26	
	Groupe III		
	Dépenses afférentes à la structure	1 571,00	
	Déficit reporté	7 578,83	
Recettes	Groupe I		675 068,09
	Produits de la tarification	675 068,09	
	Groupe II		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III		
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2 - Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 7 578,83 euros (déficit).

Article 3 - La dotation globale de financement soins 2009 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est modifiée à 675 068,09 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,80 euros

GIR 3 et 4 : 22,66 euros

GIR 5 et 6 : 16,52 euros

Article 4 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 29 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
 La directrice adjointe,  
 Claudine BARBASTE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE****Extrait de l'arrêté du 24 juillet 2009 mettant en demeure la commune de Vézelize de déposer un dossier de demande de déclaration du système d'assainissement de l'agglomération de Vézelize au titre du code de l'environnement**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
 chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Considérant qu'en application de la directive européenne du 21 mai 1991 susvisée et des articles susvisés du code général des collectivités territoriales, le système d'assainissement de la commune de Vézelize, eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement, devait respecter les obligations résultant de la directive susvisée, à savoir la mise en oeuvre d'un traitement de ses eaux usées, au plus tard le 31 décembre 2005 ;

Considérant qu'à ce jour la commune de Vézelize n'a pas procédé à la mise en conformité de son système d'assainissement avec les obligations rappelées ci-dessus, alors même que l'échéance susmentionnée est dépassée ;

Considérant en conséquence que la commune de Vézelize doit réaliser les travaux de mise en conformité de son système d'assainissement dans les meilleurs délais ;

Considérant que, pour ce faire, il est nécessaire de fixer à la commune de Vézelize une date limite pour le dépôt du dossier de demande de déclaration de son système d'assainissement, ainsi que le dépôt de l'avant projet détaillé ;

**AR R E T E**Article 1<sup>er</sup> : La commune de Vézelize est mise en demeure de déposer, dans un délai de 6 (six) mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de demande de déclaration de son système d'assainissement répondant aux prescriptions de l'arrêté du 22 juin 2007.

Ce dossier devra prévoir la réalisation des travaux dans les meilleurs délais, et devra inclure un échéancier précis des opérations et travaux de mise en conformité.

Article 2 : En cas de non-respect des prescriptions prévues par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, la commune de Vézelize est passible des mesures prévues par l'article L. 216-1 du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L. 216-9, L. 216-10 et L. 216-12 du même code.

En outre, en cas de constat de pollution du cours d'eau récepteur des rejets du système d'assainissement existant, la commune de Vézelize est passible des sanctions prévues par les articles L. 216-6 et L. 216-9, L. 432-2 et L. 432-4 du code de l'environnement, dans les conditions prévues respectivement par les articles L. 216-12 et L. 437-23 du même code.

Article 3 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; une copie en sera déposée en mairie de Vézelize, et pourra y être consultée.

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Article 4 : Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY) dans les conditions prévues à l'article L. 514-6 du même code.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information :

- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;
- au directeur régional de l'environnement de Lorraine ;
- au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;
- au directeur de la délégation interrégionale de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
- au chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;
- au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 24 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

### *Systemes d'information et moyens des services*

#### **Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/003 du 30 juin 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés**

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé "opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement", modifié par le décret n° 98-682 du 30 juillet 1998 ;

Vu le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la délégation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

- du 21 décembre 1982 modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement, des transports ;

- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement ;

- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports ;

- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville ;

- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale ;

- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret n° 2008-1234 du 27 novembre 2008 relatif à la fusion de la direction départementale de l'équipement et de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt dans certains départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDES/2008/01 du 8 décembre 2008 portant création de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.08 du 26 juin 2009, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;

Vu l'organigramme du service ;

#### **ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

1 - Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des marchés publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;

- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Messieurs Yves ROYER, directeur adjoint et Daniel MORLON, adjoint aux directeurs ;

- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et de services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

2 - Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et

133 000 € HT (marchés de fournitures et de service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté ;

- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 - Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Yves ROYER, directeur adjoint, Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs et à Monsieur Bernard GANNE, chargé du service "systèmes d'information et moyens des services", à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 modifié.

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (Compte 466-1686).

Article 3 - Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

\* Madame Bernadette CLAVEL, chargée du service "ressources humaines" ;

\* Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service "aménagement durable, urbanisme, risques" ;



- \* Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service "agriculture, forêt, chasse" ;
- \* Monsieur Hervé BOYER, chargé du service "transport, sécurité" ;
- \* Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service "expertise, ingénierie et constructions durables" ;
- \* Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service "environnement, eau, biodiversité" ;
- \* Monsieur Karim MIKSA, chargé du service "habitat" ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les engagements comptables ou demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 - Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-dessous :

- \* Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service "systèmes d'information et moyens des services", pour les dépenses de fonctionnement ;

- \* Monsieur Loïc VANNIER, responsable de l'unité "CSM gestion financière", pour les dépenses de personnel ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

Article 5 - Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

- 50 000 euros HT par commande pour :

- \* Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Véronique CARPENTIER, chargée de l'unité "sécurité routière" ou Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet.

- 10 000 euros HT par commande pour :

- \* Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité "soutien de l'activité" ;
- \* Madame Angélique MASSON, chargée de l'unité "communication" ;
- \* Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité "gestion de proximité" ;
- \* Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité "systèmes d'information" ;
- \* Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité "moyens généraux" ;
- \* Monsieur Christian SAUGET, chargé de l'unité "constructions publiques 2".

Article 6 - Sur proposition des subdélégués désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués

Article 7 - Subdélégation de signature à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service "systèmes d'information et moyens des services", responsable d'unité comptable, à l'effet de signer :

Pour les opérations comptables relevant des B O P "Ecologie – Développement durable" :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et recettes de toute nature proposées au mandatement.

Pour les opérations comptables relevant des B O P "Agriculture et Pêche" :

- les engagements comptables et les pièces d'ordonnancement de dépenses et de recettes de toute nature adressés à la Trésorerie Générale.

En son absence, la subdélégation est donnée à Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité "moyens généraux" ou à Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité "systèmes d'information".

Article 8 - Subdélégation de signature est donnée aux responsables d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature proposées au mandatement,

- \* Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité "soutien de l'activité" ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, chargée de l'unité "infrastructures aéronautiques" ou à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service "systèmes d'information et moyens des services" ;

- \* Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en son absence, à Madame Véronique CARPENTIER, chargée de l'unité "sécurité routière" ou à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet.

Article 9 - La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 - L'arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/001 du 13 février 2009 est abrogé.

Nancy, le 30 juin 2009

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Michel MARTY

#### **Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/004 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale**

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.91 du 27 juillet 2009, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et notamment son article 6 ;

#### **A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Yves ROYER, directeur adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1, 2, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1, 2, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Madame Bernadette CLAVEL, chargée du service « ressources humaines », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a2 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a3 à A1 a10, A1 a12 à A1 a14, A1 a16 à A1 a30, A1 a34, A1 a36 à A1 a39 ;

Monsieur Bernard GANNE, chargé du service « systèmes d'information et moyens des services » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 à A1 a39 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 à A1 a38 ;

- A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 e1, A5 f1, A5 g1, A5 h1, A5 i1 à A5 i3 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 308 ;

Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 à A1 a38 ;

- 100 à 103, à 105 à 111, 113 à 115 ;

- 300, 302 à 310 ;

Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 à A1 a38 ;

- 201 à 228 ;

- 301 ;

Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 à A1 a38 ;

- A2 a1 à A2 a4, A2 b1, A2 c1 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

- A10 a1 ;

Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 à A1 a38 ;

- A4 a1 à A4 a7, A4 b3 à A4 b24, A4 c1 ;

- A5 a2 ;

Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « expertise, ingénierie et constructions durables » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 à A1 a38 ;

Monsieur René LEHMANN, directeur du cabinet du Directeur, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A2 a1 ;

Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- 100 à 103, à 105 à 111, 113 à 115 ;

- 300 et 302 à 310 ;

Mesdames et Messieurs Brigitte BOULANGER, Cédric BOUSSUGE, Pascal CAMPANER, Véronique CARPENTIER, Juliette CHAVROCHE, Martine COUDERT, Jany DONATI, Ghislaine DOSSOU, Julien DRUET, Sébastien FAGOT, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Michel FRANCOIS, Thibaut FRANCOIS, Dominique GERZAGUET, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Anne-Catherine LADERRIERE, Suzanne LECROART, Noëlle LOMBARD, Régis LORTON, Angélique MASSON, Patrick MENOUX, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mathieu RUER, Christian SAUGET, Michel TALLET, Isabelle THOMAS, Loïc VANNIER, Stéphane VIADER, Mickaël VILLEMINE, Sylvain XIE, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDEA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

Messieurs Patrice ARNAULT, Dominique MAIFFREDY, Francis MALLET, chargés des unités territoriales, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A5 b4, A5b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A5 b4, A5b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A5 a2, A5 a3 ;

Mesdames et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, Hélène GUIDAT, Daniel KLIPFEL, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a19 (pour les congés annuels) ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a19 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5b5, A5 c1, A5 g1 ;

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIDIER, Irène JOLY, Sylvie HARDOUIN, Françoise LAUNAY, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Christiane PRILLIEUX, Céline RAOULT, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A8 a1 à A8 a2 ;

Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité « coordination et affaires transversales » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A5 i1, A5 i2 ;

Madame Odile MALAISE, chargée de l'unité « politiques sociales du logement », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A4 a5, A4 c1 ;

Monsieur Jérôme ULPAT, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;

Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A4 b19 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargé de l'unité « transports, bruit et sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A2 b1, A2 c1 ;

Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a2 (à l'exception du contrat annuel de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a19 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a20, A1 a21, A1 a22, A1 a27, A1 a36 ;

Monsieur Jean-Claude GIROT, responsable de l'unité « CSM gestion administrative », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a19 (pour les congés annuels), A1 a27, A1 a36 ;

- A1 a19 (pour les congés de maternité), A1 a20 et A1 a21 (pour les congés de maladie ordinaire), A1 a30 ;

Madame Audrey DONNOT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a30 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 3 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et, à défaut de cette décision :

- en remplacement de Madame Bernadette CLAVEL :

\* par Madame Chantal SPYCHALA, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A1 a3 à A1 a10, A1 a12, A1 a13, A1 a16 à A1 a18, A1 a19 à A1 a22 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 1), A1 a23 à A1 a26, A1 a29 (pour les actes exclus à l'alinéa 21 de l'article 1), A1 a30, A1 a34, A1 a37 ;

- en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :

\* par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;

- en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN :

\* par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

- en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :

\* par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A2 a2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ;

\* par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A6 a1 à A6 a5 ;

\* par les fonctionnaires suivants : Ludovic BONNARD, Bernadette CLAVEL, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

- en remplacement de Monsieur Yann TABERKANE :

\* par Madame Véronique CARPENTIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 a3 et A2 a4.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Mesdames et messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernadette CLAVEL, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, René LEHMANN, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN.

Article 6 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 2009-02-DDEA-GEN en date du 30 juin 2009 est abrogé.

Article 7 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Nancy, le 28 juillet 2009

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Michel MARTY

**Arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/005 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics**

Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992,

VU le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998,

VU le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des direction départementales de l'agriculture et de la forêt,

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements,

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics,

VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,
- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,
- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,
- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,
- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,
- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche

VU le décret n° 2008-1234 du 27 novembre 2008 relatif à la fusion des directions départementales de l'équipement et des directions départementales de l'agriculture et de la forêt dans certains départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDES/2008/01 du 8 décembre 2008 portant création de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté conjoint du Ministre d'État, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er janvier 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.28 du 27 juillet 2009, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ;

VU l'organigramme du service,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

- Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :
  - \* l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché ;
  - \* l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Messieurs Yves ROYER, directeur adjoint et Daniel MORLON, adjoint aux directeurs ;
  - \* la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté
- Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :
  - \* la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté
  - \* la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Messieurs Yves ROYER, directeur adjoint, Daniel MORLON, adjoint aux directeurs et à Monsieur Bernard GANNE, chargé du service « systèmes d'information et moyens des services », à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
- Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;
- Madame Bernadette CLAVEL, chargée du service « ressources humaines » ;
- Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « expertise, ingénierie et constructions durables » ;
- Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
- Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;
- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les engagements comptables ou demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services », pour les dépenses de fonctionnement

Monsieur Loïc VANNIER, responsable de l'unité « CSM gestion financière », pour les dépenses de personnel

à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- les engagements juridiques.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de :

50 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Véronique CARPENTIER, chargée de l'unité « sécurité routière » ou Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet

10 000 euros HT par commande pour :

- Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
- Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;

- Madame Angélique MASSON, chargée de l'unité « communication » ;
- Monsieur Christian SAUGET, Chargé de l'unité « constructions publiques 2 » ;
- Madame Chantal SPYCHALA, chargée de l'unité « gestion de proximité »

Article 6 : Sur proposition des subdélégués désignés aux articles 2 et 3, subdélégation de signature est donnée aux agents désignés à l'annexe 2, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués.

Article 7 : Subdélégation de signature à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services », responsable d'unité comptable, à l'effet de signer :

- Pour les opérations comptables relevant des BOP « écologie, énergie, développement durable et mer » :

- \* les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,

- \* les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement

- Pour les opérations comptables relevant des BOP « alimentation, agriculture et pêche » :

- \* les engagements comptables et les pièces d'ordonnement de dépenses et de recette de toute nature adressées à la Trésorerie Générale En son absence, la subdélégation est donnée à Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux », ou à Monsieur Cédric BOUSSUGE, chargé de l'unité « systèmes d'information » ;

Article 8 : Subdélégation de signature est donnée aux responsables d'unités comptables, désignés ci-dessous à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les demandes d'engagements transmises à la comptabilité centrale et les pièces justificatives qui les accompagnent,

- les pièces de liquidation des dépenses et des recettes de toute nature, proposées au mandatement,

Madame Martine COUDERT, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Isabelle THOMAS, chargée de l'unité « infrastructures aéronautiques » ou à Monsieur Patrick VIARD, adjoint au responsable du service « systèmes d'information et moyens des services » ;

Monsieur Michel FRANCOIS, responsable du Parc Départemental ou, en son absence, à Madame Véronique CARPENTIER, chargée de l'unité « sécurité routière » ou à Monsieur René LEHMANN, Directeur de Cabinet.

Article 9 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Article 10 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2009/DDEA/SIMS/003 du 30 juin 2009 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 28 juillet 2009

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Michel MARTY

---

### *Service agriculture, forêt, chasse*

#### **Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 415 du 17 juillet 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chenicourt - Letricourt - Raucourt - Saint Jure (57) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2889**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/07/2009 par Monsieur DELATTE Jean-Claude (GAEC de l'ESCALE) à RAUCOURT concernant 81,76 ha situés à CHENICOURT - LETRICOURT - RAUCOURT et SAINT JURE (57) ; la motivation et le résultat étant la modification de la forme juridique,

VU l'absence de demande concurrente,

#### **D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Le GAEC de l'ESCALE, composé de Monsieur DELATTE Jean-Claude, est autorisé à exploiter 81,76 ha (CHENICOURT parcelle Y 3 - LETRICOURT parcelles ZE 15-17 - RAUCOURT parcelles ZD 21-39-40 ZI 15-26-30 - SAINT JURE(57) parcelle II 40) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de l'ESCALE (Monsieur DELATTE Jean-Claude).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur DELATTE Jean-Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHENICOURT - LETRICOURT - RAUCOURT et SAINT JURE (57) pour affichage.

Nancy, le 17 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur départemental adjoint,  
Yves ROYER

---

#### **Extrait de la décision 2009/DDEA54/AFC/n° 416 du 17 juillet 2009 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vittonville - Bouxières-sous-Froidmont - Lesmenils - Demande d'autorisation d'exploiter n° 2904**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/07/2009 par Monsieur PETIT Julien (GAEC de l'ESCALES) à BOUXIERES SOUS FROIDMONT concernant 117 ha situés à VITTONVILLE - BOUXIERES SOUS FROIDMONT et LESMENILS ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

VU l'absence de demande concurrente,

#### **D E C I D E**

Article 1<sup>er</sup> : Le GAEC de l'ESCALE, composé de Monsieur PETIT Julien, est autorisé sous réserve d'installation avant le 31/12/2010 à exploiter 117 ha (BOUXIERES SOUS FROIDMONT parcelles ZI 05-125-126-127-133 - ZK 17-18-19-20-21-23-24-29-127 - ZM 9 - ZO 17 - ZP 04-18-19-20 - ZR 06-07 - LESMENILS parcelles ZA 09 - ZP 11 - VITTONVILLE parcelle ZP 41) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de l'ESCALE (Monsieur PETIT Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé Monsieur PETIT Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITTONVILLE - BOUXIERES SOUS FROIDMONT et LESMENILS pour affichage.

Nancy, le 17 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Le directeur départemental adjoint,  
Yves ROYER

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :*

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX*

#### Extrait de l'arrêté n° 418/2009 du 22 juillet 2009 relatif à l'application du régime forestier (commune de Flavigny-sur-Moselle)

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Il est fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Flavigny-sur-Moselle	ZT	43	Bon soldat	4,2400	Flavigny-sur-Moselle

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Flavigny-sur-Moselle.

Nancy, le 22 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département  
et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Michel MARTY

#### Extrait de l'arrêté n° 419/2009 du 22 juillet 2009 relatif à l'application du régime forestier (commune de Saint-Pancré)

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Il est fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Saint-Pancré	Saint-Pancré	le Douard	Z	40	0,4010
		les Fd Lavois	A	629	0,4461
					0,8471

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Saint-Pancré.

Nancy, le 22 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département  
et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Michel MARTY

#### Extrait de l'arrêté n° 420/2009 du 22 juillet 2009 relatif à l'application du régime forestier (commune de Gorcy)

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Il est fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Gorcy	Gorcy	Sous le bois de la dame	AK	76	0,6775

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Gorcy.

Nancy, le 22 juillet 2009

Pour le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département  
et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Michel MARTY

*Service aménagement durable, urbanisme, risques***Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2009 autorisant la constitution de l'association foncière urbaine ayant pour objet le remembrement et l'aménagement des terrains situés à LUCEY au lieudit "Grands Meix"**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> – Est autorisée telle qu'elle est prévue au projet d'association figurant dans le dossier d'enquête, l'Association Foncière Urbaine ayant pour but le remembrement de terrains situés sur le territoire de la commune de LUCEY au lieudit "Grands Meix" et la modification corrélative de l'assiette des droits de propriété, des charges et servitudes y attachées, ainsi que la réalisation des travaux d'équipement et d'aménagement nécessaires.

Article 2 – Le périmètre de l'association est délimité par un trait rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 3 – Monsieur le Maire de LUCEY est nommé administrateur provisoire et chargé de convoquer et de présider la première assemblée générale.

Article 4 – Les fonctions de Receveur de l'Association Foncière Urbaine sont confiées à Madame la Trésorière Principale de la Trésorerie de Toul-collectivités.

Article 5 – Un extrait des statuts de l'association et le présent arrêté seront insérés au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et publiés par voie d'affichage dans la commune de LUCEY.

Article 6 – Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse ; le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande.

Article 7 – M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de l'équipement et de l'agriculture, M. le maire de LUCEY, Mme la Trésorière de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

*Service expertise, ingénierie et constructions durables***Arrêté n° 2009.EICD-IP.02 du 30 juillet 2009 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture**

Le directeur départemental,

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 03 juillet 2009 nommant Monsieur Dominique BELLION Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n°2008-1234 du 27 novembre 2008 relatif à la fusion des directions départementales de l'équipement et des directions départementales de l'agriculture et de la forêt dans certains départements ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2008 du ministre d'Etat, de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Michel Marty directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er janvier 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.118 en date du 27 juillet 2009 portant délégation d'ingénierie publique,

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 05 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à Monsieur Daniel MORLON, adjoint aux directeurs, Monsieur Jean-Marie HAM, chef du service Expertise, Ingénierie et Constructions Durables, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 1 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture.

Article 3 : L'arrêté portant subdélégation de signature n°2009.EICD-IP.01, accordant délégations d'ingénierie publique, est abrogé.

Article 4 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de l'Équipement et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général.

Nancy, le 30 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,  
Michel MARTY

*Service transports, sécurité***Extrait de l'arrêté 2009/DDEA/TS/014 du 23 juillet 2009 constatant l'extension du périmètre des transports urbains du syndicat des transports de l'agglomération toulouise**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Il est constaté l'intégration de la commune de Dommartin-les-Toul au périmètre du syndicat des transports de l'agglomération toulouise.

Article 2 - Le périmètre de transports urbains du syndicat des transports de l'agglomération toulouise comprend les communes de :

- Chaudeney-sur-Moselle,
- Ecrouves,
- Toul,
- Dommartin-lès-Toul.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le sous-préfet de Toul et Madame la présidente du syndicat des transports de l'agglomération toulouise sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,
- Madame et Messieurs les maires des communes de Chaudeney-sur-Moselle, Ecrouves, Toul et Dommartin-les-Toul,
- Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juillet 2009

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
François MALHANCHE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté 09 - DDSV54 - 090 du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle**

Le directeur départemental,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

Vu l'arrêté ministériel en date du 18 septembre 2006 nommant M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle.

Vu l'arrêté préfectoral n° 09/BMSSE.93 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 09/ BMSSE.93 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Catherine NICOLEY, Inspecteur de santé publique vétérinaire, adjointe au directeur, chef du service santé et protection animales – environnement,
- Mme Anne DELEPORTE, Inspecteur de santé publique vétérinaire, chef du service hygiène et sécurité sanitaire des aliments,
- Mme PORTEMER Emmanuelle, Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, adjointe au chef du service santé et protection animales – environnement.

Article 2 - L'arrêté portant subdélégation de signature 09-ddsv54-082 du 10 juillet 2009 est abrogé.

Article 3 - Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des Services Vétérinaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Malzéville, le 28 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des services vétérinaires,  
Dr Jean-Yves CHOLLET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle**

VU

- la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;
- la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n°98-81 du 11 février 1998 et par la loi n°99-209 du 19 mars 1999 ;
- la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- le décret n°62- 1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1962
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
- le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
- le décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics ;
- le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;



- l'arrêté ministériel en date du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;
- le règlement départemental du 03 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par le Préfet,
- l'arrêté préfectoral n°09.OSD.30 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'arrêté préfectoral n°09.OSD.30 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle, subdélégation est donnée à l'effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception, aux agents suivants :

- Monsieur Claude ROQUE, Directeur du Travail
- Monsieur Christian HALLINGER, Directeur-Adjoint du Travail
- Monsieur Christian ESTIENNE, Directeur-Adjoint du Travail

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°09.OSD.10 en date du 26 juin 2009 est abrogé.

Article 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Article 4 : Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle soussigné ainsi que Messieurs Claude ROQUE, Christian HALLINGER et Christian ESTIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Vandoeuvre, le 27 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,  
Patrick VET

#### Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle

VU

- la loi N° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
- l'arrêté ministériel en date du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;
- l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.99 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : En application des articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.99 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, subdélégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Monsieur Claude ROQUE, Directeur du Travail
- Monsieur Christian ESTIENNE, Directeur-Adjoint du Travail
- Monsieur Christian HALLINGER, Directeur-Adjoint du Travail

Article 2 : l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.54 en date du 26 juin 2009 est abrogé.

Article 3 : Le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ainsi que Messieurs Claude ROQUE, Christian ESTIENNE et Christian HALLINGER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

Vandoeuvre, le 27 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,  
Patrick VET

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE ET MOSELLE

#### Arrêté du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature

VU

- la loi n°82-213 du 2mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38-4,
- l'arrêté ministériel n°849 en date du 4 Août 2008 nommant Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, chef de district et commissaire central à Nancy à compter du 10 septembre 2008,
- l'arrêté préfectoral n° 09.OSD.34 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

#### ARRETE

En application de l'article 4 de l'arrêté du 27 juillet 2009, Monsieur Lionel RAZUREL définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste des personnes habilitées à signer les actes lorsqu'il est lui-même absent ou empêché.

Aussi, par la présente, Monsieur Lionel RAZUREL accorde délégation de signature :

\*dans les conditions des articles 1, 2 et 4 de l'arrêté à

Monsieur Xavier GAY-HEUZEY, directeur départemental adjoint, commissaire central adjoint à Nancy.

\*dans les conditions des article 1 et 4 de l'arrêté et plafonné au seuil de 10 000€ à

Madame Anne-Marie LEBLAY, chef du service de gestion opérationnel à Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Payeur Général
- Monsieur Xavier GAY-HEUZEY
- Madame Anne-Marie LEBLAY

Nancy, le 28 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de la sécurité publique,  
Lionel RAZUREL

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE MEURTHE ET MOSELLE  
DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

**Arrêté du 27 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard PHILIPPON, directeur du service départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre**

Le directeur départemental,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU l'arrêté ministériel en date du 24 juillet 2007 nommant M. Gérard PHILIPPON, directeur départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE 106 en date du 27 juillet 2009 portant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON directeur départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : En application de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE 106 en date du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Gérard PHILIPPON, directeur du service départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Josiane GRIETTE, secrétaire administrative de classe normale

- Monsieur Raymond DIDELO, adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe

Article 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental du service départemental de l'Office National des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 27 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de Meurthe-et-Moselle,  
Gérard PHILIPPON

---

**DIRECTION DES SERVICES FISCAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Extrait de l'arrêté du 11 septembre 2008 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Morville-sur-Seille**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de MORVILLE-SUR-SEILLE, à partir du 25 septembre 2008.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

Article 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

Article 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

Article 4 - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire de la commune de MORVILLE-sur-SEILLE ainsi qu'à Madame le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 septembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

**Extrait de l'arrêté du 16 octobre 2008 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Ansauville**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune d'ANSAUVILLE est fixée au 4 novembre 2008.

Article 2 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire de la commune d'ANSAUVILLE, ainsi qu'à Monsieur le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

**Extrait de l'arrêté du 4 mars 2009 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune d'Eulmont**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune d'EULMONT, à partir du 2 mars 2009.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

Article 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

Article 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

Article 4 - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire d'EULMONT ainsi qu'à Monsieur le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

#### Extrait de l'arrêté du 26 mars 2009 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de Pierre-Percée

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de PIERRE-PERCEE, à partir du 2 avril 2009. L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

Article 2 - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

Article 3 - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

Article 4 - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 5 - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire PIERRE-PERCEE ainsi qu'à Monsieur le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 mars 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par intérim,  
Bernard BREYTON

### DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST

#### Arrêté du 29 juillet 2009 portant délégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 79,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment l'article 38 4°,
- l'arrêté en date du 23 décembre 2008 nommant M. Michel HUPAYS directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009,
- l'arrêté préfectoral n°09.BMSSE.111 du 27 juillet 2009 du département de la Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est,

#### AR R E T E

Article 1<sup>er</sup> - En application de l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Michel HUPAYS, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe NAAS, chef de cabinet du directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel HUPAYS ;
- M. Rémy MERTZ, chef du département surveillance et régulation, en cas d'absence ou d'empêchement de MM. Michel HUPAYS et Philippe NAAS ;

Et cela pour l'ensemble des alinéas suivants :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1<sup>er</sup> du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
3. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
4. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
5. de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
6. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
7. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
8. de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
9. de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
10. de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
11. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
12. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
13. de délivrer les agréments concernant les « établissements connus » (article R 213-13 du code de l'aviation civile), les "agents habilités" (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;
14. de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Michel HUPAYS, Philippe NAAS et Rémy MERTZ, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée :

- par Mme Sophie LEJEUNE, déléguée pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne, pour les alinéas 2, 3, 9 et 12
- par M. Jacques ISNARD, chef de la division sûreté de la direction de la sécurité de l'aviation civile nord-est, pour l'alinéa 13.

Article 2 - Le directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général de région.  
Entzheim, le 29 juillet 2009

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est,  
Michel HUPAYS

## TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### Arrêté du 28 juillet 2009 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BRUNET, trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle

Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,  
VU

- le code général de la propriété des personnes publiques,
- le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°20051621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du 1 de l'article 33,
- l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> août 2003 nommant M. Christian BRUNET Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003,
- l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.100 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature de M. Dominique BEILION, Préfet du département de Meurthe et Moselle, à M. Christian BRUNET, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - En application de l'arrêté préfectoral n° 09.BMSSE.100 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Christian BRUNET, Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants:

- M. Pierre VUAGNOUX, Trésorier Principal, M. Patrick KREMER, inspecteur,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylvia ne ROSSIGNOL, Catherine VIEUX-MELCHIOR, contrôleuses,
- MM.. Raphaël IOGEI et Stéphane OTTENWAEI TER, contrôleurs,

Article 2 - Le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 28 juillet 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle,  
Christian BRUNET

## AUTRES SERVICES

### RESEAU FERRE DE FRANCE

#### Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 24 juillet 2009 de terrains sis à MESSEIN (54)

Le président du conseil d'administration

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> - Les terrains sis à MESSEIN, MESSEIN, MESSEIN (54), tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire :

Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
	Section	Numéro	
Grand Pâtis et Etang de la Ballastière	AK	87	5 535
Grand Pâtis et Etang de la Ballastière	AK	169	1 992
Grand Pâtis et Etang de la Ballastière	AK	176	959
Grand Pâtis et Etang de la Ballastière	AK	179	135

Article 2 - La présente décision sera affichée en mairie de MESSEIN et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 24 juillet 2009

Pour le président et par délégation,  
Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,  
Philippe LAUMIN

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

#### Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 24 juillet 2009 de terrains sis à MEREVILLE (54)

Le président du conseil d'administration

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> - Les terrains sis à MEREVILLE, MEREVILLE, MEREVILLE (54), tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire :

Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
	Section	Numéro	
Grand Patis et Etang de la Ballastière	AD	67	1 656
Grand Patis et Etang de la Ballastière	AD	68	5 570
Grand Patis et Etang de la Ballastière	AD	76	32
Grand Patis et Etang de la Ballastière	AD	82	2 351
Grand Patis et Etang de la Ballastière	AD	88	0
Grand Patis et Etang de la Ballastière	AD	89	194 428

Article 2 - La présente décision sera affichée en mairie de MEREVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 24 juillet 2009

Pour le président et par délégation,  
Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,  
Philippe LAUMIN

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

#### Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 24 juillet 2009 de terrains sis à MOINEVILLE (54)

Le président du conseil d'administration

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> - Les terrains sis à MOINEVILLE, MOINEVILLE, MOINEVILLE (54), tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire :

Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
	Section	Numéro	
Sauvignon et le Haut Breuil	AB	180	325
Sauvignon et le Haut Breuil	A	96	2 045
Sauvignon et le Haut Breuil	A	94	2 020
Sauvignon et le Haut Breuil	A	98	2 701

Article 2 - La présente décision sera affichée en mairie de MOINEVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 24 juillet 2009

Pour le président et par délégation,  
Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,  
Philippe LAUMIN

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### Décision de délégation de signature du 11 juin 2009 - RECTIFICATIF

Le directeur général du CHU, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu le Décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des Marchés Publics ;

Vu le Règlement intérieur de la Commission d' Appel d' Offres ;

Vu le Guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Article 1<sup>er</sup> : Délègue sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics et les cahiers des clauses administratives générale, à :

- Monsieur PREVOST, Directeur des Achats par intérim ;
- Mademoiselle RUTHMANN, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;
- Monsieur PEROT, Ingénieur en Chef coordonnateur technique par intérim des Services Techniques ;
- Monsieur STARK, Directeur Adjoint, Directeur des Ressources Humaines.

Article 2 : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du Code des Marchés Publics, et dont le montant est inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est-à-dire :

- M. PREVOST : les marchés passés par la Direction des Achats ;
- M. PEROT : les marchés passés par la Mission Grands Travaux et les services techniques de sites ;
- M. STARK, Mlle RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics.

Au-delà d'un montant inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code., Monsieur le Directeur Général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du Code des Marchés Publics.

Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- ☞ De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- ☞ De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement. Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le Directeur Général, représentant du pouvoir adjudicateur, ou le Directeur Adjoint, Coordonnateur du Pôle ressources et Système d'Information, titulaire d'une délégation générale de signature.

La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 juin 2009

Le directeur général,  
Philippe VIGOUROUX

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE***Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 24641 du 22 juillet 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Liverdun**

Par arrêté préfectoral n° 24641 en date du 22 juillet 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA GFS habitat construction, Côte Chatillon, sur la commune de Liverdun.

---

**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié du 30 juillet 2009**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un examen professionnel en vue de pourvoir :

↳ 2 postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés au C.H.U. de NANCY

**I - MODALITE DE CANDIDATURES**

Peuvent faire acte de candidature :

- les agents d'entretien qualifiés ayant atteint au moins le 3<sup>ème</sup> échelon et comptant deux ans de services effectifs dans leur grade à la date du 31 décembre 2008 (dispositions transitoires, article 46 du décret référencé ci-dessus).

**II - MODALITÉS D'EXAMEN**

L'examen comporte une épreuve écrite et anonyme permettant d'évaluer les connaissances professionnelles et techniques du candidat.

Le jury établit par ordre alphabétique la liste des candidats retenus qui seront inscrits à un tableau annuel d'avancement après avis de la CAP.

**III - RÉCEPTION ET CLÔTURE DES INSCRIPTIONS**

La demande d'inscription à cet examen est à envoyer à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Unité G.P.E.  
Service Concours - Bureau n° 18  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034  
54035 NANCY CEDEX

↳ par lettre recommandée avec A.R.

ou

↳ par dépôt au Service Concours contre la remise d'une attestation de dépôt.

☞ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 30 juillet 2009

La directrice adjointe des ressources humaines,  
Rachel RUTHMANN

